



Seul le prononcé fait foi

Intervention d'Emmanuel MACRON.

Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Anniversaire de la Nouvelle France industrielle.

- Lundi 23 mai, Elysée -

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs les Présidents, Directeurs généraux, Mesdames et Messieurs, chers amis.

Merci d'être ici, à l'Elysée, pour ce nouvel anniversaire de la Nouvelle France industrielle. Le Président de la République nous rejoindra dans quelques instants. Nous allons faire d'ailleurs un tour des différents stands ici présents et il conclura cette réunion, en lui donnant à la fois son importance et puis en procédant à quelques annonces en matière d'investissements.

Ce que nous venons ici souligner, toutes et tous, par la mobilisation collective, celle d'aujourd'hui et puis de tous ces mois précédents, c'est l'importance de ces projets industriels et de ce qu'est l'industrie. Parce qu'en fêtant la Nouvelle France industrielle, c'est bien l'importance de l'industrie dans notre pays que nous venons fêter. C'est un morceau de l'identité française parce que l'industrie, c'est ce qui attirait et continue à attirer le progrès dans notre pays, le progrès technologique, l'emploi et donc l'ensemble de notre économie. Quand l'industrie n'avance pas, les services ne peuvent pas avancer derrière.

C'est le rayonnement de la France qui est aussi concerné, puisque l'industrie, ce sont les trois quarts de nos exports. Quelle qu'ait été la désindustrialisation de la décennie passée, c'est encore aujourd'hui le socle de notre présence à l'export.



Nous avons une dépendance dans certains secteurs, mais l'industrie exporte plus que des produits, elle exporte une image de la France, elle exporte les valeurs qu'elle porte et un savoir-faire français. Nous l'avons encore vu récemment avec le formidable contrat gagné par DCNS en Australie.

Le choix qui est aujourd'hui le nôtre, collectivement, c'est bien d'accélérer la renaissance industrielle de notre pays. Je dis bien « collectivement » parce que je veux vraiment remercier l'ensemble de celles et ceux qui sont présents dans la salle et qui, mois après mois, œuvrent pour cette Nouvelle France industrielle. C'est du temps que vous avez donné, en plus de vos engagements dans vos entreprises, dans vos organisations. C'est du temps de dirigeant, de start-up, de PME, d'ETI, de grands groupes. C'est du temps donné par les responsables d'organisations syndicales, qui, dans le CNI et dans cette Nouvelle France industrielle, se sont mobilisés. C'est du temps donné par les dirigeants d'agences publiques et d'organismes publics pour se mobiliser autour de ce projet. C'est aussi du temps donné par les élus qui y apportent une grande importance.

Parce que notre politique industrielle aujourd'hui repose sur un triptyque. Des industries de souveraineté qui nécessitent une intervention forte de l'Etat, comme actionnaire, comme acheteur en les aidant à se développer, en France comme à l'international. C'est un socle industriel que nous devons transformer, pour le moderniser, et c'est ça le cœur du projet de la Nouvelle France industrielle. Cette Industrie du futur qu'il faut aujourd'hui recréer, transformer, moderniser. C'est la création des champions de demain, la French Tech, la transformation du financement de notre économie et les start-ups dont on parle tant. Ce triptyque, c'est celui qui permettra le renouveau industriel dont nous avons besoin.

Aujourd'hui, cette Nouvelle France industrielle, qui est donc la quille de ce bateau, c'est une ambition, des résultats et une nouvelle mobilisation à organiser. C'est sur cela que je veux revenir en quelques instants.

C'est en effet d'abord une ambition pour vos entreprises et pour le pays. Parce que la Nouvelle France industrielle, c'est la seule réponse à apporter au déclinisme français en matière d'industrie. En effet, pendant longtemps, nous avons pensé dans ce pays qu'on pouvait renoncer à une politique industrielle, voire que c'était devenu un gros mot. C'était une erreur. On a ensuite



pensé qu'on pouvait avoir une politique industrielle au coup par coup, en faisant fi d'un cadre d'ensemble. C'était aussi une erreur.

Avoir une politique industrielle – c'est cela le socle de la Nouvelle France industrielle – c'est concevoir les tendances qui sont à l'œuvre, qui transforment les marchés, en France et à l'international. C'est concevoir ensemble, entreprises et pouvoirs publics, la stratégie qui convient pour organiser l'écosystème d'innovation et de production, afin d'y répondre.

La Nouvelle France industrielle, ce n'est donc pas simplement accompagner au cas par cas des projets. Mais bien bâtir un nouveau modèle industriel, un modèle ouvert, d'innovation, qui consiste à fonder l'industrie sur l'innovation, la digitalisation accélérée et qui repousse la frontière technologique et se positionne sur les marchés à haute valeur ajoutée. C'est le virage de la robotisation, que nous sommes en train de reprendre. C'est le virage de la transformation numérique.

C'est aussi la réconciliation de l'industrie avec les services, nous avons longtemps travaillé sur ce clivage, il devient aujourd'hui obsolète. Parce que l'industrie, ce sont des solutions apportées à des clients, particuliers, entreprises, collectivités publiques, qui marient l'objet industriel, la technologie, le numérique, les services embarqués et donc d'autres emplois. C'est un cycle de vie de la solution, ce n'est pas un produit qu'on livre et qui finit sa vie, une fois livré. C'est, on le sait bien, pour celles et ceux, qui, par exemple, fabriquent des moteurs ou autre chose, c'est l'objet, mais avec lui l'intelligence embarquée, les services associés, qui, tout au long du cycle de vie justement de ce moteur ou de telle autre offre industrielle, conduiront à transformer les comportements, à apporter de l'intelligence sur le client final, à transformer l'offre et à créer différemment de la valeur ajoutée.

Enfin, c'est une industrie respectueuse de l'environnement, qui réconcilie justement cette opposition dans laquelle nous avons trop longtemps vécu, entre un modèle productif et le respect de l'environnement. L'industrie du futur, c'est précisément la réconciliation de ces deux notions, parce que par le numérique, par la re-conception de la chaîne logistique, c'est une production industrielle respectueuses de l'environnement.

Mais cette Nouvelle France industrielle, c'est aussi une ambition pour la France, parce qu'elle vise à donner toute leur place à nos PME dans ce modèle productif et pas simplement aux



grands groupes et parce qu'elle tire l'ensemble de l'économie. Quand on se bat pour les 3,1 millions d'emplois que compte l'industrie, on se bat en fait pour tout ce que l'industrie tire sur le marché domestique et à l'international. Quand on se bat pour améliorer la compétitivité de l'industrie, on se bat pour la compétitivité de toutes les entreprises qui utilisent ces produits et son énergie, pour tout ce qui permet de faire émerger justement les innovations, dans les usines, les ateliers et les laboratoires.

Donc, l'ambition de cette Nouvelle France industrielle, c'est bien le nouveau modèle de croissance qui aujourd'hui est le nôtre et demain, plus encore, doit être le nôtre.

Notre politique industrielle s'appuie aussi désormais sur des résultats et c'est bien la deuxième chose sur laquelle je voulais ici insister. Les réformes entreprises depuis quatre ans portent leurs fruits et c'est le socle de notre politique industrielle. C'est cet environnement macroéconomique qui a permis d'améliorer la compétitivité coût et hors coût de notre industrie. Sans cette compétitivité, on ne peut pas construire une véritable politique industrielle, quelle qu'elle soit.

La compétitivité coût est en train de s'améliorer, nous avons reconstitué deux tiers des marges perdues avant crise. Nous avons, par le CICE et le pacte de responsabilité, réussi à inverser une tendance décennale qui était notre perte de compétitivité relative avec l'Allemagne. Depuis maintenant un an et demi, notre coût unitaire du travail pour l'emploi industriel le moins qualifié, en comparaison avec l'Allemagne, s'est résorbé et nous avons même réussi à retrouver de la compétitivité. C'est la combinaison de nos efforts, de cette dévaluation fiscale décidée et, d'autre part, de l'inflation salariale allemande depuis deux ans. C'est un acquis indispensable parce que si les marges ne sont pas reconstituées, comment demander d'embaucher, d'investir sur la formation et d'investir dans l'appareil productif. C'était évidemment le pré-requis.

La stratégie, c'est aussi et ça doit être maintenant avant tout la compétitivité hors coût, c'est-à-dire la différenciation de la production, la montée en gamme, la qualité, l'innovation. Donc, c'est avec ce socle retrouvé de compétitivité que nous devons aujourd'hui investir. Je crois que si nos entreprises, si notre industrie a besoin aujourd'hui d'une priorité, c'est bien de l'investissement dans l'appareil productif. La préservation du crédit impôt recherche, le crédit innovation ont permis de conforter,



voire d'accélérer dans certains secteurs cet investissement. Le suramortissement fiscal, décidé en avril 2015, a permis encore de renforcer cette tendance, pour en particulier se concentrer sur l'investissement productif de nos entreprises et maintenant accélérer l'effort sur l'investissement productif, en y ajoutant les éléments relatifs au numérique qui avaient pu être exclus.

Au cœur de cette ambition, il y a précisément ce que la Nouvelle France industrielle vient apporter, l'articulation entre ce socle macroéconomique – que je viens de rappeler – et un volontarisme microéconomique qui est précisément le cœur de cette stratégie.

C'est une vision nouvelle qui s'articule autour de cinq enjeux qui sont nos cinq défis industriels. Celui des infrastructures, en particulier numériques et de leur sécurité, celui de la digitalisation de la société, puisque nos entreprises doivent se saisir du numérique pour le faire entrer dans les usines, gagner en compétitivité et le placer au cœur de leur offre industrielle. Troisième enjeu, c'est la transformation des usages, qui vient complètement changer l'organisation de certains modèles productifs, de modèles de consommation et qui touche toutes les industries, de la mobilité en passant par l'énergie ou la consommation. Le quatrième enjeu, c'est bien entendu la transition énergétique et environnementale. Notre industrie ne peut plus produire comme avant. Elle doit recycler davantage, elle doit dégager moins d'émissions carbone, réduire sa propre consommation en énergie. Le cinquième enjeu, c'est évidemment l'évolution démographique, parce que lorsque la population évolue, notre offre industrielle doit évoluer aussi, pour coller au mieux aux nouveaux défis, l'accroissement, le vieillissement de la population, l'urbanisation croissante, ce sont autant de défis démographiques qui conduisent à organiser différemment la société.

Donc, ces cinq grands défis, la Nouvelle France industrielle y répond à travers ses solutions. Pour les infrastructures, nous avons engagé un vaste plan de développement du très haut débit et des réseaux de communication satellitaire, pour que chaque entreprise puisse entrer dans la transition numérique. Nous avons soutenu, à travers la Nouvelle France industrielle, le projet Sequana, porté par ATOS-BULL en particulier, qui fait de nous maintenant le pays qui a l'un des meilleurs supercalculateurs au



monde et qui ouvre la voie à une capacité de simulation hors du commun.

Sur la digitalisation, nous avons créé des écosystèmes pour soutenir l'innovation, notamment la Cité de l'objet connecté à Angers – cher Eric CARREEL – avec 10 000 mètres carrés dédiés aux appareils intelligents, que le Président de la République a inaugurée, il y a quelques mois. Nous avons déployé de nouveaux outils, 380 000 magasins en France ont été équipés de la technologie française du paiement sans contact. Nous avons prévu les sécurités associées à ce monde de plus en plus connecté, en mettant en place la CNIL, des solutions pour que les données personnelles soient sûres et protégées. Le travail conduit par Axelle LEMAIRE, dans le cadre du projet de loi numérique, est à cet égard fondamental.

Sur la transformation des usages, là aussi, la demande évolue, nos concitoyens veulent une mobilité plus sécurisée, plus écologique, plus intelligente. Nous avons lancé des expérimentations autour du véhicule autonome, pour ne citer qu'un objet, 40 000 kilomètres ont déjà été parcourus par des véhicules autonomes sur nos routes, grâce à la solution Nouvelle France industrielle. J'ai testé ce matin les véhicules de nos deux constructeurs, mais qui, avec eux, engagent l'ensemble de la filière et l'ensemble justement des sous-traitants et qui met véritablement la France dans la compétition. Ce sera encore plus vrai du véhicule connecté.

Sur la transition énergétique, nous avons signé avec Ségolène ROYAL il y a quelques semaines les premiers *green deals*, cher Arnaud LEROY, qui scellent notre ambition de déployer les logiques circulaires et la revalorisation des déchets dans l'industrie, ce qui est absolument fondamental pour aider à une meilleure organisation de notre économie circulaire et cette industrie nous apporte aussi des solutions pour rendre nos villes plus intelligentes. Nous avons par ailleurs mis en place un plan ambitieux pour développer le véhicule électrique en France qui fait de notre pays le premier parc d'Europe en nombre de voitures propres. En trois ans, dans le cadre de la Nouvelle France industrielle, nous avons déployé 13 000 bornes de recharge dans les villes et sur les autoroutes, 35 000 bornes supplémentaires seront déployées dans les mois à venir.

Et puis quant au défi démographique, nous avons orienté deux des neuf solutions vers l'alimentation intelligente et la



médecine du futur et je veux remercier ici l'engagement de celles et ceux qui ont beaucoup œuvré et tout ce qui a été fait justement autour des levures, de l'innovation pour l'alimentation intelligente, cher président GIRARD, est absolument fondamentale en la matière. Nous avons créé des centres d'excellence et notamment Biopharma à Evry qui est le plus grand centre européen de développement et de production pharmaceutique de thérapie génique et cellulaire, ce qui là aussi a permis de consacrer un travail engagé depuis bien longtemps et ça n'est pas Thierry MANDON qui me démentira sur ce point.

Voilà trois mois désormais que nous avons entamé une revue stratégique des neuf solutions industrielles lancées en février dernier à Roubaix et achevées il y a quelques jours à Bordeaux. Désormais, une nouvelle feuille de route qui conduira au-delà de 2017 sera finalisée avec des actions précises, solution par solution, des dizaines d'appels à candidature ont été lancés et d'autres seront renouvelés. Deux milliards d'aide publique ont été engagés pour soutenir mille projets industriels innovants. Et à travers l'Alliance pour l'Industrie du Futur, c'est aujourd'hui 1 500 TPE, PME qui sont engagées dans ce processus, 2 000 d'ici la fin de l'année. Au total si on prend en compte les aides fiscales, si on prend en compte ces investissements en fonds propres comme en dette portés par la Banque publique d'Investissement à travers le programme des prêts de développement, prêts pour l'industrie du futur, ce sont dix milliards d'euros de mobilisation d'argent public autour de la Nouvelle France industrielle.

L'enjeu aujourd'hui, c'est donc bien de rester mobilisé autour de cette ambition. Avec un premier acte impératif qui est évidemment de continuer la mise en œuvre. Des projets sont lancés avec des objectifs clairs, notre crédibilité collective, c'est évidemment de continuer à avoir des résultats. Nous verrons dans quelques instants plusieurs des résultats obtenus solution par solution. La feuille de route qui a été préparée par chacun d'entre vous est absolument fondamentale à ce titre et donc c'est de tenir les ambitions, les délais et d'avoir des résultats concrets. Un site Internet NFI est lancé aujourd'hui pour rendre compte de ces différents projets, en mesurer l'avancement et les suivre en temps réel et de nouvelles feuilles de route seront par ailleurs présentées avant la fin de l'année dans trois domaines au moins que nous avons validés : l'Internet des objets, puisque c'est une dynamique suffisamment spécifique pour avoir une feuille de route propre, la



fabrication additive, qui est exactement la même dynamique endogène et le véhicule connecté. Je compte sur la mobilisation de tous pour mener à bien l'ensemble des actions prévues en la matière.

Mais pour accélérer cette mise en œuvre opérationnelle, nous devons aussi nous appuyer collectivement sur trois niveaux d'action.

Les filières d'abord, qui sont organisées dans le cadre du Conseil national de l'Industrie et qui doivent accompagner pleinement ces solutions. Je veux remercier ici les représentants du CNI présents et je crois que le CNI a montré toute sa valeur ajoutée en l'espèce, en particulier à travers le travail fait sur plusieurs filières critiques et en matière de formation, parce que nous ne réussissons cette transformation de notre industrie si nous ne l'accompagnons pas d'une formation continue adaptée, c'est la cartographie faite par le CNI à l'été dernier.

Ensuite, il faut articuler ce travail avec les pôles de compétitivité. Nous avons lancé une grande opération d'évaluation des pôles qui ont aujourd'hui un peu plus de dix ans avec une ambition qui est de garder ce dispositif efficace sur le terrain mais de mieux l'articuler avec les neuf solutions de la Nouvelle France industrielle et l'industrie du futur. Et donc c'est d'ici l'été, cette organisation que nous allons finaliser.

Et puis, le troisième niveau d'action, c'est l'Europe, avec deux volets de mobilisation : la politique commerciale, parce qu'il n'y a pas d'industrie si nous n'avons pas, pour l'accompagner, une vraie politique européenne industrielle et commerciale. Les défis que nous sommes en train de vivre aujourd'hui sur l'acier le montrent. Si nous n'avons pas les vraies défenses, la réponse qu'il convient d'avoir, comme les Américains peuvent précisément la décider vis-à-vis de l'acier chinois et du dumping injustifié qui est décidé, nous ne pourrions pas avoir une transformation industrielle digne de ce nom et donc cette priorité, nous continuerons à la porter. Mais l'Europe, c'est aussi la coopération que nous devons avoir avec nos partenaires pour construire le cadre et démultiplier cette Nouvelle France industrielle. C'est tout le sens de la coopération franco-allemande que nous avons renforcée en la matière et je veux tout particulièrement remercier l'Alliance pour l'Industrie du Futur et le président DARMAYAN qui a beaucoup œuvré en la matière. Nous avons organisé dans ces lieux, en octobre dernier, la première conférence numérique franco-



allemande – plusieurs d'entre vous étaient présents – , qui ont permis de renforcer les liens entre ces deux écosystèmes et nous avons beaucoup travaillé pour intensifier les liens entre l'industrie 4.0 allemande et l'Alliance pour l'Industrie du Futur, ce qui a permis, il y a quelques semaines à Hanovre, de signer une plateforme commune qui en matière de formation, d'innovation, de politique de standard, nous permettra d'œuvrer ensemble et donc d'être beaucoup plus efficace dans le cadre européen.

Au-delà de ces leviers pour mobiliser encore davantage et accélérer ce mouvement, nous avons une responsabilité commune, responsabilité d'investissement, c'est avant tout aux industriels de la décider mais de mobiliser l'investissement dans l'appareil productif, nous prendrons nos responsabilités , le président de la République y reviendra dans quelques instants en parlant plus spécifiquement de ce point à travers le PIA, Programme pour l'Investissement d'Avenir, à travers la Banque publique d'Investissement puisque BPI France mobilisera 15 milliards d'euros pour l'industrie d'ici 2018. Et cher Nicolas DUFOURCQ, je sais toute l'importance que revêt l'industrie en France et à l'international sur ce point, et donc nous continuerons cette mobilisation mais celle-ci passe également à travers deux leviers sur lesquels je veux terminer mon propos.

Le premier, c'est celui justement de développer l'international ; Business France est pleinement mobilisé, nous avons à Hanovre lancé la créative industrie et il faut continuer à travers la Nouvelle France industrielle à développer l'offre de solutions non seulement en France mais partout à l'international. Notre industrie réussira, sa transformation se fera pleinement si les marchés ne sont pas simplement domestiques mais bien évidemment internationaux et la mobilisation de Business France reste pleine et entière à cet égard et doit se faire en pleine synergie avec les différentes solutions.

Et puis c'est, cher Thierry MANDON, la politique de formation et d'innovation et c'est pour cela que nous travaillons constamment main dans la main. La formation initiale et continue est la clé de cette transformation. Nous en parlions avec quelques-uns d'entre vous il y a un instant. Cela commence au collège et au lycée, à travers le goût pour les sciences, le goût pour la technologie qu'il faut non seulement préserver mais renforcer chez nos jeunes pour qu'ils s'impliquent dans ces filières. C'est la mobilisation également des universités, des écoles d'ingénieurs, des



grandes écoles en parfaite synergie et c'est l'esprit ensemble que nous voulons pousser pour que les ingénieurs, les docteurs puissent pleinement prendre tout leur rôle et toutes leurs responsabilités dans cette transformation de notre industrie et donc cette politique de formation initiale, elle s'articule avec une politique de formation continue que nous voulons renforcer pour accompagner cette transformation. Il n'y aura pas d'industrie du futur s'il n'y a pas la formation adéquate qui permettra d'accéder aux nouvelles compétences, qui permettra de transformer les compétences qu'il y a dans l'entreprise pour répondre à ces défis.

Et puis, c'est bien entendu une nouvelle politique de l'innovation et là aussi, dans quelques semaines avec Thierry MANDON, nous annoncerons plusieurs décisions concrètes prises ensemble, en particulier à l'issue du rapport qui nous a été remis par Mme BERGERE et M. ASCHENBROICH pour là aussi simplifier l'écosystème d'innovation français, pour faciliter le travail entre les laboratoires publics, les centres de recherche, les universités d'une part et les grandes entreprises, PME et ETI d'autre part. C'est absolument fondamental parce que c'est ainsi que cette accélération se fera en acte.

C'est tout l'enjeu de la transformation qui est aujourd'hui en cours, qui est à l'œuvre et pour ces deux leviers je compte aussi pleinement sur le rôle du CNI et je veux ici avoir un mot pour Jean-François DEHECQ qui a effectué un formidable travail à la vice-présidence du CNI et remercier son successeur nommé il y a quelques semaines maintenant, Frédéric SAINT-GEOURS, pour son engagement et son travail dans ce grand œuvre.

Voilà, Mesdames, Messieurs, la réussite de la Nouvelle France industrielle prouve une chose à travers les premiers résultats que je viens d'égrener, c'est qu'il n'y a pas de fatalité, c'est que l'on peut en regardant lucidement les forces et les faiblesses qui sont celles de la France décider collectivement de mobiliser toutes les forces qui existent dans notre pays pour faire mieux.

Maintenant, nous ne sommes pas rentrés au port et l'effort n'est pas terminé parce qu'il suffit de se comparer à l'Allemagne, plus encore à la Chine ou aux Etats-Unis pour s'apercevoir que la mobilisation que nous avons conduite maintenant depuis plusieurs semestres ne nous protège pas, bien au contraire. Nous avons commencé à rattraper un retard mais la renaissance industrielle française passe par la poursuite de ces efforts, par leur accélération, par leur intensification, parce que c'est une compétition à



l'international qui se joue. Nous avons un destin industriel mais il suppose de consolider ces efforts, de les accélérer encore et de mobiliser au plus haut niveau. Notre priorité aujourd'hui, c'est de continuer à investir, investir dans l'appareil productif français, investir dans le capital humain que sont nos jeunes et nos moins jeunes parce qu'ils feront précisément l'entreprise, l'industrie d'aujourd'hui et de demain.

Vous montrez aujourd'hui par votre présence que l'industrie, ça n'est pas une chose du passé. Ça n'est pas une nostalgie, c'est l'une des clés pour redonner à notre pays le goût de l'avenir et celui-ci, je sais que nous le partageons.

Merci pour votre attention et maintenant place aux différents ateliers !